

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2020

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Matthieu Levasseur, atteste la véracité du Rapport financier de Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Horton pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature _____ Date 12 avril 2021

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	21
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	22
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	23
Charges par objets	24
Excédent (déficit) accumulé	25
Avantages sociaux futurs	29

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	36
Analyse des charges	48

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la MUNICIPALITÉ DE SAINTE-CLOTILDE-DE-HORTON,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la MUNICIPALITÉ DE SAINTE-CLOTILDE-DE-HORTON, (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE SAINTE-CLOTILDE-DE-HORTON au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE SAINTE-CLOTILDE-DE-HORTON inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

GROUPE RDL THETFORD/PLESSIS INC., Société de comptables professionnels agréés

Par : Sarah Gilbert, CPA auditrice, CA

Plessisville, 2021-04-12

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	1 595 100	1 638 337	1 524 398
Compensations tenant lieu de taxes	2	8 550	8 596	8 883
Quotes-parts	3			
Transferts	4	527 999	761 861	578 178
Services rendus	5	61 350	68 564	67 792
Imposition de droits	6	35 350	76 339	80 075
Amendes et pénalités	7	3 000	8 240	3 760
Revenus de placements de portefeuille	8	2 500	2 459	5 890
Autres revenus d'intérêts	9	10 400	15 360	17 070
Autres revenus	10	8 100	18 062	321 308
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	2 252 349	2 597 818	2 607 354
Charges				
Administration générale	14	421 928	404 152	406 425
Sécurité publique	15	297 072	310 079	296 192
Transport	16	1 054 762	1 037 134	1 100 733
Hygiène du milieu	17	440 840	432 728	409 825
Santé et bien-être	18	7 548	3 147	5 045
Aménagement, urbanisme et développement	19	115 150	89 722	89 805
Loisirs et culture	20	208 848	209 577	194 258
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	44 588	43 802	54 605
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	2 590 736	2 530 341	2 556 888
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(338 387)	67 477	50 466
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		7 477 538	7 427 072
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		7 477 538	7 427 072
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		7 545 015	7 477 538

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1 856 665	764 534
Débiteurs (note 5)	2 1 167 805	1 192 007
Prêts (note 6)	3	
Placements de portefeuille (note 7)	4	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	
Autres actifs financiers (note 9)	7	
	8 2 024 470	1 956 541
PASSIFS		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	
Emprunts temporaires (note 10)	10	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11 120 394	141 214
Revenus reportés (note 12)	12	3 900
Dette à long terme (note 13)	13 1 586 600	1 874 700
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	
Autres passifs (note 14)	15	
	16 1 706 994	2 019 814
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17 317 476	(63 273)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 16)	18 7 216 139	7 529 411
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19 11 400	11 400
Stocks de fournitures	20	
Autres actifs non financiers (note 18)	21	
	22 7 227 539	7 540 811
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 7 545 015	7 477 538

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(338 387)	67 477	50 466
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	131 921)	409 142)
Produit de cession	3		8 000	
Amortissement	4		445 193	425 041
(Gain) perte sur cession	5		(8 000)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		313 272	15 899
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des autres actifs non financiers	11			1 218
	12			1 218
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	(338 387)	380 749	67 583
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(63 273)	(130 856)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(63 273)	(130 856)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		317 476	(63 273)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	67 477	50 466
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	445 193	425 041
Autres			
▪ Gain sur cession d'immo	3	(8 000)	
▪	4		
	5	504 670	475 507
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	24 202	779 286
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(20 820)	(31 258)
Revenus reportés	9	(3 900)	3 900
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		1 218
	14	504 152	1 228 653
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15 (	131 921)	(409 142)
Produit de cession	16	8 000	
	17	(123 921)	(409 142)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18 ()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20 ()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24 (	288 100)	(280 900)
Variation nette des emprunts temporaires	25		(480 181)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	(288 100)	(761 081)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	92 131	58 430
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	764 534	706 104
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	764 534	706 104
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	856 665	764 534

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est un organisme municipal régi par le Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les principales estimations portent sur la provision pour mauvaises créances, la valeur nette de réalisation des stocks, la dépréciation des actifs financiers et la durée de vie utile des immobilisations corporelles amortissables.

Constataion des revenus

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilisation d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

·Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

·Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires.

b) Actifs non financiers

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie estimative à compter de leur date de mise en service. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures : 10-15-20-40 ans
 Bâtiments : 40 ans
 Véhicules : 10 ans
 Ameublement et équipement de bureau : 5-10 ans
 Machinerie et équipements : 10 ans

Les immobilisations corporelles amortissables sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**E) Revenus****Revenus de transferts**

Les subventions en provenance des gouvernements ou autres organismes sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créiteurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime enregistré d'épargne retraite (REER) et le régime volontaire d'épargne-retraite sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisation déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**Dépréciation**

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, la municipalité détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si la municipalité détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Une moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise de valeur si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	856 665	764 534
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	856 665	764 534
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	87 605	102 287
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note**5. Débiteurs**

		2020	2019
Taxes municipales	11	120 661	90 453
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	988 992	1 039 425
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	22 053	38 745
Organismes municipaux	15		
Autres			
▪ Droits de mutation	16	25 179	14 051
▪ Autres	17	10 920	9 333
	18	1 167 805	1 192 007
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	823 873	968 987
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	823 873	968 987
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

6. Prêts

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	3 486	3 354
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43	3 486	3 354

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note**10. Emprunts temporaires**

La municipalité bénéficie d'un emprunt bancaire autorisé au montant de 300 000 \$, portant intérêts au taux préférentiel. L'emprunt bancaire est renouvelable annuellement.

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	39 752	65 346
Salaires et avantages sociaux	48	42 276	36 722
Dépôts et retenues de garantie	49	12 596	17 143
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Intérêts	51	16 461	16 461
▪ Organismes municipaux	52	9 309	5 542
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	120 394	141 214

Note**12. Revenus reportés**

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Sensibilisation au cannabis	67		3 900
▪	68		
▪	69		
▪	70		
	71		3 900

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,03	2,60	2021	2023	72	1 586 600	1 874 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79		
					80	1 586 600	1 874 700
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	()	()
					82	1 586 600	1 874 700

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		725 200			725 200
2022	84		837 100			837 100
2023	85		24 300			24 300
2024	86					
2025	87					
2026 et plus	88					
	89		1 586 600			1 586 600
Intérêts et frais accessoires	90		()		()	
	91		1 586 600			1 586 600

Note**14. Autres passifs**

		2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92		
Assainissement des sites contaminés	93		
Autres			
▪	94		
▪	95		
▪	96		
▪	97		
	98		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	317 476	(63 273)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ())
Autres	101 ())
	102	317 476	(63 273)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	1 781 431			1 781 431
Eaux usées	104	1 312 405			1 312 405
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	5 703 516	4 091		5 707 607
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeu	106	188 966	26 979		215 945
▪ Autre Voirie	107	517 197	3 113		520 310
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	921 106	23 071		944 177
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	526 320	22 184		548 504
Ameublement et équipement de bureau	112	114 401	1 735		116 136
Machinerie, outillage et équipement divers	113	281 813			281 813
Terrains	114	36 692			36 692
Autres	115				
	116	11 383 847	81 173		11 465 020
Immobilisations en cours	117	95 782	50 748		146 530
	118	11 479 629	131 921		11 611 550
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	929 618	47 472		977 090
Eaux usées	120	195 914	32 811		228 725
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	1 285 236	236 909		1 522 145
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeu	122	27 388	19 830		47 218
▪ Autre Voirie	123	442 362	9 039		451 401
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	447 293	23 166		470 459
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	346 666	46 774		393 440
Ameublement et équipement de bureau	128	92 336	5 157		97 493
Machinerie, outillage et équipement divers	129	183 405	24 035		207 440
Autres	130				
	131	3 950 218	445 193		4 395 411
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	7 529 411			7 216 139
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136	11 400	11 400
Immeubles industriels municipaux	137		
Autres	138		
	139	11 400	11 400
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	11 400	11 400

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪	142		
▪	143		
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147		

Note**19. Obligations contractuelles****Enlèvement de la neige :**

La municipalité s'est engagée par contrat de cinq ans à compter de juillet 2018 pour l'entretien des chemins d'hiver. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 713 815 \$, incluant les taxes applicables et constitue les versements suivants au cours des trois prochains exercices : 2021, 262 051 \$; 2022, 269 966 \$ et 2023, 181 798 \$.

Enlèvement de la neige:

La municipalité s'est engagée par contrat de trois ans à compter d'août 2018 pour le déneigement et le sablage des édifices publics et des chemins privés. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 20 158 \$, incluant les taxes applicables et représente les versements du prochain exercice.

Services informatiques

La municipalité s'est engagée par contrat de cinq ans à compter de janvier 2018 pour l'entretien et le soutien des applications informatiques. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 17 828 \$, incluant les taxes applicables et constitue les versements suivants pour les deux prochains exercices : 2021, 8 782 \$ et 2022, 9 045 \$.

Incendie :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

La municipalité s'est engagée par contrat pour un montant de 4 004 \$ par année qui est indexé à l'indice des prix à la consommation lié à une entente relative à la protection contre l'incendie et prévoyant la fourniture de services, venant à échéance en 2036. Les versements minimums futurs totalisent 60 055 \$ et comprennent les versements suivants pour les cinq prochains exercices : 2020; 4 004 \$; 2021, 4 004 \$; 2022, 4 004 \$; 2023, 4 004 \$ et 2024, 4 004 \$.

Contribution à l'organisme des Loisirs de Sainte-Clotilde

La municipalité s'est engagée à verser une contribution à l'organisme des Loisirs de Sainte-Clotilde d'un montant de 22 150 \$ en 2021.

20. Droits contractuels

bail

En 2009, la municipalité a conclu une entente avec Vidéotron Ltée pour 10 ans avec deux options de renouvellement de 10 ans chacune pour la location d'une parcelle de terrain de la municipalité dans le but de transmettre et de recevoir des communications sans fil. La première option de renouvellement, débutant en 2020, a été signée par les deux parties prolongeant l'entente jusqu'en 2029. La municipalité recevra un montant fixe majoré de l'IPC annuellement. Le solde du droit contractuel au 31 décembre 2020 est de 88 425 \$.

De plus, la municipalité bénéficie d'un crédit annuel de 1 000 \$ pour des services offerts par Vidéotron.

Programme fonds pour l'infrastructure municipale d'eau

Dans le cadre du programme de subvention sur les infrastructures, la municipalité et le gouvernement du Québec ont signé un protocole d'entente dans lequel le gouvernement s'engage à verser une somme de 1 475 570 dollars pour des travaux. La municipalité doit également investir 1 844 463 dollars dans ces travaux. Les travaux doivent être exécutés avant le 3 septembre 2021. À la date des états financiers, aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenu.

Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique

Dans le cadre du programme de subvention sur les infrastructures, la municipalité et le gouvernement du Québec ont signé un protocole d'entente dans lequel le gouvernement s'engage à verser une somme de 14 525 dollars pour des travaux. La municipalité doit également investir 21 810 dollars dans ces travaux. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2021. À la date des états financiers, une somme de 9 060 \$ a été comptabilisée à titre de revenu.

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
	148		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2019 ont été reclassés afin de rendre la présentation conforme avec celle adoptée en 2020.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	1 595 100	1 638 337		1 638 337	1 524 398
Compensations tenant lieu de taxes	2	8 550	8 596		8 596	8 883
Quotes-parts	3					
Transferts	4	527 999	660 854		660 854	522 548
Services rendus	5	61 350	68 564		68 564	67 792
Imposition de droits	6	35 350	76 339		76 339	80 075
Amendes et pénalités	7	3 000	8 240		8 240	3 760
Revenus de placements de portefeuille	8	2 500	2 459		2 459	5 890
Autres revenus d'intérêts	9	10 400	15 360		15 360	17 070
Autres revenus	10	8 100	18 062		18 062	10 995
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	2 252 349	2 496 811		2 496 811	2 241 411
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	2 393 383	101 007		101 007	55 630
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					310 313
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20	2 393 383	101 007		101 007	365 943
	21	4 645 732	2 597 818		2 597 818	2 607 354
Charges						
Administration générale	22	412 298	396 766	7 386	404 152	406 425
Sécurité publique	23	249 230	256 020	54 059	310 079	296 192
Transport	24	812 928	784 924	252 210	1 037 134	1 100 733
Hygiène du milieu	25	365 135	342 262	90 466	432 728	409 825
Santé et bien-être	26	7 548	3 147		3 147	5 045
Aménagement, urbanisme et développement	27	115 150	89 722		89 722	89 805
Loisirs et culture	28	181 148	168 505	41 072	209 577	194 258
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	44 588	43 802		43 802	54 605
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32	402 711	445 193	(445 193)		
	33	2 590 736	2 530 341		2 530 341	2 556 888
Excédent (déficit) de l'exercice	34	2 054 996	67 477		67 477	50 466

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 054 996	67 477	50 466
Moins : revenus d'investissement	2 (	2 393 383)	(101 007)	(365 943)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(338 387)	(33 530)	(315 477)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	402 711	445 193	425 041
Produit de cession	5		8 000	
(Gain) perte sur cession	6		(8 000)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	402 711	445 193	425 041
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	142 987)	(142 986)	(139 574)
	18	(142 987)	(142 986)	(139 574)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	71 045)	(15 695)	(16 201)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		7 569	28 468
Excédent de fonctionnement affecté	21	157 210	118 210	271 073
Réserves financières et fonds réservés	22	(7 502)	(7 502)	(7 502)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	78 663	102 582	275 838
	26	338 387	404 789	561 305
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		371 259	245 828

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	101 007	365 943
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2 (	8 975)	(2 134)
Sécurité publique	3 (	)	( 62 166)
Transport	4 (	42 420)	(147 757)
Hygiène du milieu	5 (	48 468)	(194 303)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 ())
Loisirs et culture	8 (	32 058)	(2 782)
Réseau d'électricité	9 ())
	10 (	131 921)	(409 142)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13		
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	15 695	16 201
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	22 183	
	18	37 878	16 201
	19	(94 043)	(392 941)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	6 964	(26 998)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Rémunération	1	333 740	341 523	322 795
Charges sociales	2	58 609	55 248	53 400
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5	59 450	41 316	41 327
Autres biens et services	6	1 487 744	1 391 495	1 446 949
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	20 386	20 390	23 465
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	23 402	23 407	27 050
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11		5	4 090
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	167 048	167 047	165 968
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	37 646	44 717	46 803
Amortissement des immobilisations	17	402 711	445 193	425 041
Autres				
▪	18			
▪	19			
▪	20			
	21	2 590 736	2 530 341	2 556 888

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	582 365	533 082
Excédent de fonctionnement affecté	2	447 802	251 604
Réserves financières et fonds réservés	3	87 680	102 362
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ())
Financement des investissements en cours	5	(37 644)	(44 608)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	6 464 812	6 635 098
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	7 545 015	7 477 538

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	582 365	533 082
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	582 365	533 082

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Équilibre budgétaire	12	305 408	118 210
▪ Incitatifs à la propriété	13	109 394	109 394
▪ Revitalisation du village	14		24 000
▪ Parcs	15	8 000	
▪ Équipement incendie	16	25 000	
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	447 802	251 604
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	447 802	251 604

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020		2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	87 680	102 362
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪	45		
▪	46		
	47	87 680	102 362
	48	87 680	102 362

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

2020

2019

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	() ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	() ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	() ()
Autres	52	() ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	() ()
	54	() ()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	() ()
Assainissement des sites contaminés	56	() ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	() ()
Autres		
▪	58	() ()
▪	59	() ()
	60	() ()
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61	() ()
Intérêts sur la dette à long terme	62	() ()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63	() ()
Utilisation du fonds de roulement	64	() ()
Mesure relative aux frais reportés	65	() ()
Autres		
▪	66	() ()
▪	67	() ()
	68	() ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	() ()
Frais d'émission de la dette à long terme	70	() ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	() ()
Autres		
▪	72	() ()
▪	73	() ()
	74	() ()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80	
	81	() ()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 (37 644)	(44 608)
	84	(37 644) (44 608)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85	7 216 139 7 529 411
Propriétés destinées à la revente	86	11 400 11 400
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90	7 227 539 7 540 811
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92	7 227 539 7 540 811
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (1 586 600)	(1 874 700)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 ()	()
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	823 873 968 987
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (762 727)	(905 713)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ()	()
	100 (762 727)	(905 713)
	101	6 464 812 6 635 098

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

S/O

		2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	() ()	
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	() ()	
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32		
Rendement espéré des actifs	33	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34		
Charge de l'exercice	35		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

S/O

		2020		2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs				
Actif (passif) au début de l'exercice	55			
Charge de l'exercice	56	()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57			
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation				
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61			
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63			
Provision pour moins-value	64	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs				
Nombre de régimes et avantages en cause	66			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73 ()(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()(
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 ()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime de retraite par financement salarial	108	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109	
Autres régimes	110	
	111	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 112 _____

Description des régimes et autres renseignements**REER individuel :**

La contribution de l'employeur équivaut à celle effectuée par l'employé, jusqu'à concurrence de 2 % du salaire des employés admissibles.

RVER :

La contribution de l'employeur équivaut à 50 % de la cotisation effectuée par l'employé, jusqu'à concurrence de 1,5 % du salaire des employés admissibles.

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	113	
Régime de retraite simplifié	114	
REER	115	3 486
Autres régimes	116	
	117	3 354

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	

Description du régime

S/O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Cotisations des élus au RREM	119	
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	120	
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	
	122	
Note		

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TAXES		Réalisations 2020	Réalisations 2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	1 352 587	1 241 151
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	39 040	38 695
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5		
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	1 391 627	1 279 846
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	52 435	53 053
Égout	11	8 242	8 995
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13	154 477	144 479
Autres	14		
▪ Cours d'eau	15	6 021	
▪ Puits municipal	16		12 018
Centres d'urgence 9-1-1	17	7 820	8 500
Service de la dette	18	17 715	17 507
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	246 710	244 552
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	246 710	244 552
	27	1 638 337	1 524 398

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Réalisations 2020	Réalisations 2019
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	28	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	29	
Taxes d'affaires	30	
Compensations pour les terres publiques	31	
	32	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	33	
Cégeps et universités	34	
Écoles primaires et secondaires	35	7 410
	36	7 410
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	37	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	38	
Taxes d'affaires	39	
	40	
	41	7 410
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	42	1 186
Taxes sur une autre base		1 384
Taxes, compensations et tarification	43	
Taxes d'affaires	44	
	45	1 186
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	46	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	47	
	48	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49	
Autres	50	
	51	
	52	8 596
		8 883

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	3 900	
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	264 928	247 313
Enlèvement de la neige	59	222 995	204 914
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71	6 097	3 652
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73	14 367	14 605
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	80	
Sécurité du revenu	81	
Autres	82	2 458
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	83	
Rénovation urbaine	84	
Promotion et développement économique	85	
Autres	86	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	87	
Activités culturelles		
Bibliothèques	88	
Autres	89	
Réseau d'électricité	90	
	91	
	512 287	472 942

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT		
Administration générale	92	
Sécurité publique		
Police	93	
Sécurité incendie	94	
Sécurité civile	95	53 682
Autres	96	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	97	
Enlèvement de la neige	98	
Autres	99	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	100	
Transport adapté	101	
Transport scolaire	102	
Autres	103	
Transport aérien	104	
Transport par eau	105	
Autres	106	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	14 841
Réseau de distribution de l'eau potable	108	16 666
Traitement des eaux usées	109	
Réseaux d'égout	110	40 755
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	111	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	112	
Tri et conditionnement	113	
Autres	114	
Autres	115	
Cours d'eau	116	
Protection de l'environnement	117	
Autres	118	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	119	
Sécurité du revenu	120	
Autres	121	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	122	
Rénovation urbaine	123	
Promotion et développement économique	124	
Autres	125	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	126	28 745
Activités culturelles		1 948
Bibliothèques	127	
Autres	128	
Réseau d'électricité	129	
	130	101 007
		55 630

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	52 656	49 606
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137		
Dotations spéciales de fonctionnement	138	14 085	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139		
Autres	140	81 826	
	141	148 567	49 606
TOTAL DES TRANSFERTS	142	761 861	578 178

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX		
Administration générale		
Greffes et application de la loi	143	
Évaluation	144	
Autres	145	
	146	
Sécurité publique		
Police	147	
Sécurité incendie	148	
Sécurité civile	149	
Autres	150	
	151	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	152	
Enlèvement de la neige	153	
Autres	154	
Transport collectif	155	
Autres	156	
	157	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	
Réseau de distribution de l'eau potable	159	
Traitement des eaux usées	160	
Réseaux d'égout	161	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	162	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	163	
Tri et conditionnement	164	
Autres	165	
Autres	166	
Cours d'eau	167	
Protection de l'environnement	168	
Autres	169	
	170	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179	1 000	1 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182	1 000	1 000
Réseau d'électricité			
	183		
	184	1 000	1 000

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	185		
Évaluation	186		
Autres	187	7 947	7 479
	188	7 947	7 479
Sécurité publique			
Police	189		
Sécurité incendie	190		
Sécurité civile	191		
Autres	192		
	193		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	194		
Enlèvement de la neige	195		
Autres	196		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	197		
Transport adapté	198		
Transport scolaire	199		
Autres	200		
Autres	201		
	202		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203		
Réseau de distribution de l'eau potable	204		
Traitement des eaux usées	205		
Réseaux d'égout	206		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	207		
Matières recyclables	208	1 283	1 706
Autres	209		
Cours d'eau	210		
Protection de l'environnement	211		
Autres	212	38 752	42 581
	213	40 035	44 287

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	214		
Sécurité du revenu	215		
Autres	216		
	217		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	218		
Rénovation urbaine	219		
Promotion et développement économique	220		
Autres	221	7 874	
	222	7 874	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	223		700
Activités culturelles			
Bibliothèques	224		
Autres	225	11 708	14 326
	226	11 708	15 026
Réseau d'électricité			
	227		
	228	67 564	66 792
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	68 564	67 792

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	230	5 530	6 485
Droits de mutation immobilière	231	53 494	52 303
Droits sur les carrières et sablières	232	17 315	21 287
Autres	233		
	234	76 339	80 075
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	235	8 240	3 760
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	236	2 459	5 890
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	237	15 360	17 070
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238	8 000	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240		
Contributions des promoteurs	241		310 313
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242		
Contributions des organismes municipaux	243		
Autres contributions	244		
Redevances réglementaires	245		
Autres	246	10 062	10 995
	247	18 062	321 308
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	248		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	47 613		47 613	49 866
Greffe et application de la loi	2				
Gestion financière et administrative	3	249 539	7 386	256 925	260 325
Évaluation	4	47 632		47 632	49 009
Gestion du personnel	5				
Autres					
▪ Assurances, dons et autres	6	51 982		51 982	47 225
▪	7				
	8	396 766	7 386	404 152	406 425
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	133 814		133 814	129 318
Sécurité incendie	10	116 178	47 842	164 020	156 767
Sécurité civile	11	2 679	6 217	8 896	6 761
Autres	12	3 349		3 349	3 346
	13	256 020	54 059	310 079	296 192
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	465 448	252 210	717 658	779 982
Enlèvement de la neige	15	271 998		271 998	270 563
Éclairage des rues	16	14 232		14 232	15 725
Circulation et stationnement	17	28 469		28 469	29 637
Transport collectif					
Transport en commun	18	4 777		4 777	4 826
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	784 924	252 210	1 037 134	1 100 733

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Réalizations 2020			Réalizations 2019	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	38 791		38 791	32 714
Réseau de distribution de l'eau potable	24	38 791	47 658	86 449	77 102
Traitement des eaux usées	25	787		787	
Réseaux d'égout	26	5 088	32 811	37 899	39 388
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	54 594		54 594	55 154
Élimination	28	40 736		40 736	39 511
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	48 591	1 598	50 189	51 346
Tri et conditionnement	30	17 599		17 599	12 280
Matières organiques					
Collecte et transport	31	26 650	8 399	35 049	36 467
Traitement	32	5 676		5 676	5 132
Matériaux secs					
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	26 017		26 017	18 045
Protection de l'environnement	38				
Autres	39	38 942		38 942	42 686
	40	342 262	90 466	432 728	409 825
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41				
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	3 147		3 147	5 045
	44	3 147		3 147	5 045

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Réalizations 2020			Réalizations 2019	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	60 014		60 014	54 770
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	17 059		17 059	22 476
Tourisme	49	8 801		8 801	8 738
Autres	50	3 848		3 848	3 821
Autres	51				
	52	89 722		89 722	89 805
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	53 899	15 206	69 105	69 614
Patinoires intérieures et extérieures	54	7 597	99	7 696	11 284
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56	54 252	20 282	74 534	58 665
Parcs régionaux	57	835		835	814
Expositions et foires	58				
Autres	59	23 450		23 450	22 150
	60	140 033	35 587	175 620	162 527
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	19 477	5 485	24 962	21 838
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	8 995		8 995	9 893
	66	28 472	5 485	33 957	31 731
	67	168 505	41 072	209 577	194 258

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	69	43 797		43 797	50 515
Autres frais	70				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	5		5	4 090
	73	43 802		43 802	54 605
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	445 193 (	445 193)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	16 814	102 183
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	16 813	92 120
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	17 121	145 917
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	3 113	1 839
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	26 979	
Autres infrastructures	11	4 091	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	17 991	
Édifices communautaires et récréatifs	14	5 080	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	22 184	
Ameublement et équipement de bureau	18	1 735	4 916
Machinerie, outillage et équipement divers	19		62 167
Terrains	20		
Autres	21		
	22	131 921	409 142

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	51 304	
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	16 814	102 183
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	16 813	92 120
Autres infrastructures	32		147 756
Autres immobilisations	33	46 990	67 083
	34	131 921	409 142

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	64 202		31 655	32 547
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	841 511		111 331	730 180
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	905 713		142 986	762 727
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	968 987		145 114	823 873
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	968 987		145 114	823 873
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	968 987		145 114	823 873
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	968 987		145 114	823 873
	19	1 874 700		288 100	1 586 600
Dette en cours de refinancement	20 ((
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	1 874 700		288 100	1 586 600

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	1 586 600
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	37 644
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	823 873
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
▪ Transferts non comptabilisé	13	20 521
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	779 850
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	
Endettement net à long terme	17	779 850
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	292 804
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	1 072 654
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	1 072 654
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	2 125	2 103
Évaluation	2	47 632	49 009
Autres	3	33 699	34 095
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	4 437	3 409
Sécurité civile	6	742	458
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9		
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	20 003	19 217
Cours d'eau	13	19 996	18 045
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	10 048	11 863
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	20 208	20 035
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	835	814
Activités culturelles	23	7 322	6 920
Réseau d'électricité			
	24		
	25	167 047	165 968

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	131 921	409 142
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	131 921	409 142

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	1,00	40,00	2 080,00	84 437	13 805	98 242
Professionnels	2						
Cols blancs	3	5,00	28,00	4 211,00	110 832	19 977	130 809
Cols bleus	4	11,00	25,00	4 415,00	104 684	18 809	123 493
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	17,00		10 706,00	299 953	52 591	352 544
Élus	9	7,00			41 570	2 657	44 227
	10	24,00			341 523	55 248	396 771

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		3 695	11 146		14 841
Réseau de distribution de l'eau potable	13		4 150	12 516		16 666
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	3 377	10 148	33 327		46 852
Autres	16	650 857	12 839	11 398	8 408	683 502
	17	654 234	30 832	68 387	8 408	761 861

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	5	
	4	5	
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	2 262	2 745
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	2 262	2 745
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	38 898	45 137
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	38 898	45 137
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		815
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	2 637	5 908
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	2 637	6 723
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	43 802	54 605

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Simon Boucher	Maire	8 625	4 313	3 516	1 758
Michel Bernier	Conseiller	3 176	1 588		
Yanick Blier	Conseiller	3 118	1 559		
Patrice Pinard	Conseiller	3 730	1 884		
Julie Ricard	Conseiller	3 322	1 661		
Nathalie Talbot	Conseiller	3 031	1 603		
Steve Therion	Conseiller	3 060	1 530		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	150 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement			
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	7	17 315 \$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>	
5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :			
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	10	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	11	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	12	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	13	_____	\$
Ligne 12 : Placements de portefeuille	14	_____	\$
Ligne 13 : Débiteurs	15	_____	\$
Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	16	_____	\$
Ligne 15 : Provision pour moins-value	17	_____	\$
Ligne 18 : Créanciers et charges à payer	18	_____	\$
Ligne 19 : Revenus reportés	19	_____	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	OUI	NON	
6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	22 _____		\$
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020	25 _____		\$
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	28 _____		\$
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	31 _____		\$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	34 <input type="checkbox"/>	35 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :			
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :			
a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	36 <input type="checkbox"/>	37 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	38 _____		\$
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	39 <input type="checkbox"/>	40 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	41 _____		\$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	42 <input type="checkbox"/>	43 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	44 _____		\$
b) autres formes d'aide	45 _____		\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 445 991 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 271 998 \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 475 039 \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 747 037 \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 19-1113
- b) Date d'adoption de la résolution 59 2019-11-04
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien
- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) : 64 _____
- a causé sa mort

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 _____

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la MUNICIPALITÉ DE SAINTE-CLOTILDE-DE-HORTON,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la MUNICIPALITÉ DE SAINTE-CLOTILDE-DE-HORTON (ci-après la « municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

GROUPE RDL THETFORD/PLESSIS INC., Société de comptables professionnels agréés

Par : Sarah Gilbert, CPA auditrice, CA

Plessisville 2021-04-12

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**OUI****NON****S.O.**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

18 19 20

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	1 344 090
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	38 450
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	1 382 540

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	55 080
Égout	11	8 732
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	175 958
Autres		
▪	14	
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	17 756
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	257 526
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	257 526
	27	1 640 066

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	7 400
	9	7 400

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	7 400

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	1 200
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	1 200

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	8 600

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1	170 138 000 x	0,7900 /100 \$	1 344 090				
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	3		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	4		x /100 \$					
Immeubles industriels	5		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7		x /100 \$					
Immeubles agricoles	8		x /100 \$					
Total	9			1 344 090	()	()		1 344 090
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10	170 138 000 x	0,0226 /100 \$	38 450				
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	13		x /100 \$					
Immeubles industriels	14		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17		x /100 \$					
Total	18			38 450	()	()		38 450

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	x	/100 \$					
Immeubles industriels	23	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Autres	25	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	26	x	/100 \$					
Total	27				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	31	x	/100 \$					
Immeubles industriels	32	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33	x	/100 \$					
Autres	34	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	35	x	/100 \$					
Total	36				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>340,00 \$</u>
Égout	2 <u>59,00 \$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>\$</u>
Matières résiduelles	5 <u>194,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Matières résiduelles - 2e bac gris	60,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Matières résiduelles - 3e bac gris	80,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Matières résiduelles - 4e bac gris	100,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Égout - Dette secteur	108,6000	4 - tarif fixe (compensation)	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	1 640 066
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u> </u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>1 640 066</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE	11	<u>170 138 000</u>
---	-----------	---------------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	<u>0,9640</u> / 100 \$
--	-----------	-------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u>		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1						
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8						

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1				
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4				
Autres	5				
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	283 160	\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-10	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	2 794 010	\$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	97 162	\$
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	36 833	\$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	305 408	\$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Matthieu Levasseur, atteste que le rapport financier de Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Horton pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 12 avril 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Horton.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Horton consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Horton détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-04-07 21:39:06

Date de transmission au Ministère :